

DEBAT

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Il nous reste quelques minutes. Miguel, voulez-vous dire quelque chose ? Nous allons laisser la parole à Miguel Moratinos puis à Riad Tabet.

Miguel Angel Moratinos, ancien ministre des Affaires étrangères d'Espagne

Merci Votre Altesse et merci Thierry. Vous avez déjà abordé tout ce dont nous allons parler demain, mais vous nous avez donné des idées, et nous allons développer. Je suis entièrement d'accord avec Son Altesse : 100 ans après Sykes-Picot, vouloir modifier les frontières et redessiner les cartes pourrait s'avérer très difficile. Ce qui a changé, fondamentalement, c'est la nouvelle réalité arabe. Ma question est donc la suivante : dans ce nouveau monde, 100 ans après, comment le nationalisme arabe débiterait-il et comment les états arabes se développeraient-ils ?

À la Seconde Guerre mondiale et à l'immense tragédie de l'holocauste, a fait suite la création d'Israël en tant que nouvel État, mais nous entrons aujourd'hui dans une nouvelle ère. Je suis entièrement d'accord avec votre analyse, mais la question se pose de savoir comment les Arabes vont avoir leur mot à dire dans ce monde nouveau et plein de défis. Bien entendu, les États-Unis seront présents. La Corée, le Japon et la Chine ont leurs propres problèmes pétroliers. L'accord précédent de la famille royale saoudienne avec les États-Unis s'est concentré sur le pétrole contre la sécurité. Certaines questions subsistent en matière d'énergie pour les États-Unis, mais peut-être que les Japonais, les Chinois et les Coréens seront impliqués ? Quelle est la position des Arabes dans ce nouveau monde ?

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Voilà un excellent avant-goût de la discussion de demain, et, Votre Altesse, j'espère que vous serez présent et que vous contribuerez à la discussion. Yim Sung-Joon, je pense qu'il est important d'avoir un point de vue asiatique.

Yim Sung-Joon, conseiller chez Lee International IP & Law Group

Je m'appelle Yim Sung-Joon et j'ai officié auparavant au sein du service diplomatique coréen, notamment en tant qu'ambassadeur de Corée en Égypte, aussi aimerais-je discuter de l'Égypte. C'est une opportunité très rare pour tous les Coréens d'apprendre ce qui se passe au Moyen-Orient, et je vous remercie de votre présentation. J'ai une question succincte à l'égard de la situation en Égypte, et au Moyen-Orient en général. En Corée, nous avons suivi de près les nouvelles de la région avec quelque espoir et des attentes, notamment quand le peuple tunisien a surpris le monde entier avec la révolution dite de jasmin, une sorte de révolte populaire contre sa dictature.

La place Tahrir en Égypte lui a emboîté le pas, et la révolte a évincé le président Moubarak et son gouvernement militaire. Néanmoins, on a assisté à retournement de situation dramatique en Égypte l'année dernière quand le gouvernement de Morsi soutenu par les Frères musulmans a été renversé. Un nouveau gouvernement soutenu par l'armée a été mis en place cette année. Quel impact ce changement a-t-il sur l'ensemble du Moyen-Orient ? Cela signifie-t-il que le mouvement démocratique populaire dans la région n'a pas d'avenir ?

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Riad Tabet, du Liban

Riad Tabet, président de Berit International Holding SA

Merci, M. le Président, Votre Altesse, je vais vous poser une question provocante que TdM n'a pas posée. Mais je vais poursuivre en français, si cela ne vous ennuie pas. Tout le monde trouve qu'il y a un nombre important de djihadistes qui viennent des régions d'Europe, des États-Unis, d'Afrique du Nord, et d'ailleurs. La question qui se pose est pourquoi ? Il y a un problème réel sur le terrain, il y a des constructions dans ces pays – où il y a des musulmans bien sûr – de mosquées et d'écoles coraniques. Le financement de ces écoles coraniques – où il y a aussi des enseignants qui viennent des régions du Moyen-Orient – provient des pays d'Arabie, du Golfe, et d'ailleurs. L'enseignement de l'islam dans ces écoles est un enseignement que je peux qualifier d'unilatéral. Il se fait dans des régions où les étudiants ne connaissent pas l'arabe. Ils ne sont pas capables de voir ce qu'il y a dans le Coran dans son ensemble, donc ils reçoivent des enseignements un petit peu orientés et dirigés. Il y a un genre de lavage de cerveau qui se fait, qui produit des djihadistes qui viennent au djihad en Syrie et ailleurs. Une autre question liée à celle-ci. La plupart passent par la Turquie, et vous avez dit que vous avez de bonnes relations avec la Turquie. Pouvez-vous aussi nous dire quel est le but de la Turquie en favorisant ces infiltrations, à part le fait de vouloir le départ de Bachar El-Assad ? Il y a d'autres objectifs stratégiques de la Turquie dans la région. Si vous pouvez nous le dire. Je vous remercie.

S.A.R. le Prince Turki Al-Faisal, président du Centre du Roi Fayçal pour la recherche et les études islamiques (KFCRIS)

Vous connaissez probablement la situation mieux que moi, mais votre question est importante, et à nos yeux, pour gérer ces questions délicates au Moyen-Orient, il faut une opinion arabe. Malheureusement, la Ligue arabe n'a pas fourni le mécanisme nécessaire depuis de nombreuses années. Si on considère toutefois les actions de la Ligue arabe pendant les troubles observés en Libye, en Syrie, et au Yémen, elle a contribué, et de manière positive.

J'ai évoqué la proposition de la Ligue arabe d'un gouvernement intérimaire en Syrie, par exemple, à laquelle malheureusement la Russie et la Chine se sont opposées. La situation au Yémen est très agitée, avec les Houthis, un groupe très déstabilisant qui bénéficie malheureusement du soutien de l'Iran, mais la Ligue arabe et les Nations unies continuent de jouer un rôle pour essayer de rétablir la stabilité. Néanmoins, dans l'ensemble, je dirais que le monde arabe a besoin d'un nouveau mécanisme qui puisse contribuer avec plus de force à la gestion des affaires de la région. Les pays du Conseil de coopération du Golfe eux-mêmes n'ont pas hésité à initier une action de la Ligue arabe pour la Libye, la Syrie et le Yémen, et nous prévoyons une coalition entre le Conseil de coopération des pays du Golfe et d'autres pays arabes importants comme l'Égypte, quand le pays se stabilisera et aura plus de capacité à être actif dans la région, à l'instar de la Jordanie et du Maroc, deux pays très importants dans ce contexte, et peut-être que d'autres pays peuvent rejoindre cette coalition. Peut-être que cela aura un impact sur la situation d'ensemble.

L'ambassadeur chinois a déclaré ce matin que la situation n'est pas si difficile ni compliquée sur certains aspects. Elle est simple. Et commencer par la question palestinienne constituerait à mon avis le moyen le plus simple de résoudre les problèmes dans la région car chacun sait ce qu'est la solution. Une solution bipartite, sur la base des frontières de 1967. Ce qui fait défaut, c'est la volonté politique, et si la communauté mondiale souhaite faire pression des deux côtés pour concrétiser une volonté politique, c'est par là que nous pouvons commencer avant d'avancer pour résoudre d'autres questions. Je dis toujours à mes proches israéliens et à mes amis juifs qu'une fois que le problème sera résolu, avec l'argent juif et israélien et l'intelligence arabe, on peut aller très loin pour régler le reste. C'est une proposition.

L'autre question que vous posez, c'est celle de l'Égypte. L'Égypte est assurément une pièce manquante du puzzle qui pourrait être très utile pour résoudre ces problèmes. Observons simplement le dernier problème que nous avons eu à Gaza : même avec la capacité limitée d'agir de l'Égypte, il n'y aurait pas eu de cessez-le-feu entre les Israéliens et le



Hamas sans l'Égypte, aussi la capacité de ce pays à faire les choses est-elle confirmée par la solution très importante qu'il a réussi à apporter. Le Royaume, je l'ai dit, continuera d'aider l'Égypte, mais cela ne suffit pas. C'est au peuple égyptien de se prendre en main, comme on dit, et de s'occuper des problèmes cruciaux.

Le président Sissi a été très courageux en proposant ces réductions de subventions très importantes sur l'énergie. C'est quelque chose qui durait depuis un demi-siècle, depuis la révolution de 1952 et pourtant aucun dirigeant, que ce soit Nasser avec toute sa popularité, ou Sadat et Moubarak, n'ont été en mesure de franchir ce pas, et pourtant il l'a fait, et le peuple égyptien l'a accepté. C'est très important et cela indique un sens des responsabilités, pas seulement de la part du président mais, plus important encore, de la part du peuple égyptien, qui a accepté ce fardeau supplémentaire sur son quotidien.

Quand de telles révolutions populaires se produisent, où que ce soit – et même en Tunisie, où la base n'est pas encore assez solide pour espérer la stabilité, le travail est encore en cours –, il faut du temps pour qu'elles s'imposent et portent leurs fruits. L'Égypte traverse une période difficile. Et j'ai une solution spécifique pour l'Égypte, mais c'est aux Égyptiens de trouver cette solution, et depuis 6 000 ans l'Égypte est connue en tant que pays, identité, frontière, emplacement géographique et géostratégique, et sa contribution à l'histoire de l'humanité est immense, aussi ne suis-je pas pessimiste à son égard. Je pense que le pays va émerger et agir comme il le faut, mais il doit d'abord instaurer la stabilité, sans quoi il ne pourra pas avancer.

En ce qui concerne notre ami du Liban, la dernière fois à Monte Carlo il a posé une autre question provocante, peut-être est-il donc encore plus un agent provocateur que vous. Oui, le djihadisme est un problème qui nous concerne tous, et la péninsule arabe n'est pas seule à produire des djihadistes. On observe une propagation de l'épidémie partout dans le monde, en Europe, en Amérique, en Chine, en Russie et même au Japon. Je ne sais s'il y a des Coréens impliqués. J'espère que non mais c'est une question universelle. En ce qui concerne les écoles que vous mentionnez, notamment en Afrique. J'ai entendu l'accusation qui voudrait que l'Arabie saoudite, notamment, envoie de l'argent et des professeurs, etc. Je demande toujours aux gens qui portent ces accusations s'ils ont un nom, un numéro de compte bancaire, un numéro de téléphone, une adresse postale, ou toute autre indication pour que les pouvoirs publics en Arabie puissent poursuivre quiconque s'est rendu coupable de tels agissements. Et nous avons prouvé que nous le faisons réellement, notamment après le 11 septembre 2001 en Amérique.

Nous avons travaillé avec les Américains, nous avons travaillé avec les Européens, les Nations unies, aussi de telles accusations doivent-elles être étayées par des faits que nous pouvons traiter de manière sobre, neutre et efficace. Se contenter d'avancer que l'Arabie saoudite ou d'autres États du Golfe soutiennent ces écoles, sans identifier quelles écoles, quelles personnes, etc., ne suffit pas. Le Royaume tient à entreprendre tout ce qui est nécessaire parce que, si on considère les victimes de ceux qui prétendent agir au nom du djihad, l'Arabie saoudite est aussi une victime, et penser que l'argent saoudien va à ces djihadistes avant de revenir en boomerang et faire de l'Arabie saoudite une victime me dépasse.

Ajoutons à cela le fait que des mesures ont été prises contre les djihadistes. Le Royaume vient d'arrêter quelque 120 personnes en Arabie saoudite, près du tiers d'entre elles venaient d'autres pays de la région, de Syrie, d'Irak, d'Afrique orientale, etc. Par conséquent, dites-nous simplement qui sont ces gens, où ils se trouvent, et le Royaume fera le nécessaire, mais se contenter de lancer des accusations à l'encontre du Royaume ou de tout autre pays du Golfe, ne suffit pas. Je serai heureux de m'entretenir avec vous et, si vous avez des éléments à me fournir, vous êtes le bienvenu.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Riad, si vous avez des adresses et les numéros de téléphone, veuillez les partager bilatéralement avec le prince Turki Al-Faisal.



S.A.R. le Prince Turki Al-Faisal, président du Centre du Roi Fayçal pour la recherche et les études islamiques (KFCRIS)

Et enfin se pose la question de savoir comment Monsieur est au courant de ces coordonnées.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Votre Altesse, comme toujours, cette discussion a été passionnante. Demain, nous continuerons de parler du Moyen-Orient d'une manière différente. L'un des interlocuteurs, de fait, sera le conseiller du Roi du Maroc pour les affaires étrangères et puisque vous avez évoqué l'importance du Maroc, c'est très intéressant. Vous discuterez de la situation avec Riyad, et nous discuterons ensemble de la manière dont la WPC pourrait contribuer à l'amélioration de la situation au Moyen-Orient.